



**CENTRE MAROCAIN DES ÉTUDES AFRICAINES ET DU DÉVELOPPEMENT
DURABLE**
(C M E A D D)

ANALYSE STRATÉGIQUE

Washington face au dilemme cubain

Contraindre le régime sans déstabiliser l'État

Prof. Dr. NOUR Mohamed Rida

*Président-fondateur du CMEADD
Professeur des Universités - USMBA, Fès*

Juillet 2026
Fès, Royaume du Maroc

RÉSUMÉ INTRODUCTIF

Cuba se rapproche d'un moment de vérité. Le statu quo ne protège plus le régime, la réforme menace ses équilibres internes, et la pression américaine rend chaque décision plus coûteuse. L'île n'est pourtant ni le Venezuela, ni l'Irak, ni un simple dossier de sanctions. C'est un État affaibli, mais encore structuré, dont l'effondrement désordonné pourrait produire davantage d'instabilité que de transition. La vraie question n'est donc pas seulement de savoir si Washington peut accroître la pression sur La Havane. Elle est de savoir si cette pression peut ouvrir une sortie politique crédible, ou si elle risque au contraire de précipiter Cuba dans une crise de souveraineté, de reconstruction et de captation économique.

INTRODUCTION

Cuba n'est plus seulement un vestige de la guerre froide. L'île est devenue le révélateur d'une impasse plus profonde : que se passe-t-il lorsqu'un régime usé, une économie administrée, une population épuisée et une grande puissance impatiente se retrouvent enfermés dans une même crise ?

L'erreur serait de réduire la situation actuelle à l'embargo américain. Elle ne peut pas non plus être expliquée uniquement par les défaillances internes de La Havane. Les deux dimensions se renforcent. Les sanctions réduisent les marges du pays, mais le modèle cubain avait déjà perdu une large partie de sa capacité à produire de la croissance, de la confiance et de la stabilité. La pandémie, la contraction du tourisme, la crise énergétique, les départs massifs et les réformes tardives ont accéléré une détérioration engagée depuis plusieurs années.

La crise actuelle se distingue des précédentes par un élément plus politique qu'économique : le récit révolutionnaire ne porte plus la société comme auparavant. Après l'effondrement soviétique, le pouvoir pouvait encore mobiliser une mémoire historique, une discipline nationale et une forme de résilience collective. Aujourd'hui, ces ressources paraissent plus faibles. Une partie de la population ne semble plus attendre du système qu'il se corrige de lui-même.

Mais une autre illusion serait tout aussi dangereuse : croire qu'une pression extérieure maximale, ou même une action militaire, suffirait à produire une transition ordonnée. Renverser un pouvoir ne signifie pas reconstruire un État. Faire mal à un régime ne signifie pas lui offrir une sortie. Affaiblir Cuba ne garantit pas que les Cubains récupèrent la maîtrise de leur avenir.

La question centrale est donc la suivante : Cuba sera-t-elle la prochaine cible d'une stratégie américaine de coercition, ou l'objet d'une négociation difficile visant à éviter un effondrement désordonné ? L'analyse conduit à une conclusion prudente : la sortie la moins risquée ne sera ni spectaculaire ni immédiate. Elle passera par une séquence graduelle, articulant réformes internes, gestes politiques vérifiables, allègements conditionnels, canaux diplomatiques discrets et protection minimale de la souveraineté cubaine.

I. Le faux précédent vénézuélien

La comparaison entre Cuba et le Venezuela occupe une place croissante dans le débat américain. Elle donne l'impression qu'un précédent régional pourrait servir de modèle : pression maximale, fissures internes, cooptation de certains acteurs du pouvoir, puis basculement politique. Cette analogie a une force rhétorique. Elle donne l'illusion qu'un scénario existe déjà. Mais elle résiste mal à l'analyse.

Le Venezuela reposait sur un système plus récent, plus factionnalisé et directement lié à une rente pétrolière. Cuba présente une structure plus ancienne et plus dense. Le pouvoir y est inscrit dans le Parti, l'État, les services de sécurité, l'appareil militaire, la bureaucratie et une mémoire révolutionnaire encore institutionnalisée. Retirer une figure centrale ne suffirait donc pas à faire tomber l'ensemble.

La différence économique est tout aussi décisive. Le Venezuela possède un actif stratégique immédiatement identifiable : le pétrole. Cuba ne dispose pas d'une rente comparable. La question cubaine n'est pas celle d'un accès à une richesse déjà disponible, mais celle de la reconstruction d'une économie affaiblie, sous-capitalisée, vulnérable aux sanctions et dépendante de flux extérieurs.

Cette distinction impose une lecture plus réaliste. Une transition cubaine ne peut pas être pensée comme une simple opération de changement de personnel politique. Elle suppose de répondre à des questions lourdes : qui stabilise l'énergie ? Qui finance la reconstruction ? Qui garantit l'ordre public ? Qui prévient la captation des actifs touristiques, portuaires ou fonciers ? Qui empêche que l'ouverture économique ne se transforme en liquidation désordonnée ?

La référence vénézuélienne sert donc surtout de langage de puissance. Elle ne constitue pas une stratégie cubaine.

II. Washington entre coercition et ouverture

Depuis 1959, Washington poursuit une constante : transformer le système cubain. Ce qui change, ce sont les instruments. Les États-Unis ont tour à tour utilisé l'isolement diplomatique, les sanctions économiques, les opérations clandestines, l'endiguement, l'ouverture partielle, les négociations discrètes, puis le retour à une pression maximale.

Les premières décennies ont été dominées par une logique de contrainte. L'objectif était d'isoler La Havane, de priver le régime de ressources et d'encourager sa fragilisation interne. La crise des missiles a cependant imposé une limite stratégique claire : Cuba était un adversaire proche, sensible et potentiellement explosif. À partir de là, la politique américaine a oscillé entre volonté de transformation et prudence opérationnelle.

L'ouverture engagée sous Barack Obama reposait sur une autre théorie du changement. Elle ne renonçait pas à l'objectif d'une Cuba plus ouverte politiquement et économiquement. Elle supposait simplement que l'engagement pouvait être plus efficace que l'isolement. Voyages, échanges familiaux, accès à l'information, développement du secteur privé, contacts économiques et présence diplomatique devaient créer une dynamique sociale que l'État cubain aurait du mal à contenir.

Cette approche partait d'un constat pragmatique : l'isolement n'avait pas provoqué l'ouverture attendue, tout en offrant au régime un argument commode pour expliquer ses propres échecs. En ouvrant l'espace des échanges, Washington cherchait à déplacer le centre de gravité vers la société cubaine.

Le durcissement actuel inverse cette méthode. Sanctions secondaires, restrictions financières, pression énergétique et menaces implicites replacent la coercition au centre du dispositif. Or cette pression intervient au moment où Cuba est plus vulnérable que jamais. C'est ce qui rend la séquence dangereuse : un régime affaibli peut négocier, mais il peut aussi se refermer si aucune sortie crédible ne lui est proposée.

III. La Havane et l'occasion manquée des réformes

La crise cubaine n'est pas seulement le produit de la politique américaine. Elle résulte aussi des hésitations de La Havane. Pendant des années, le pouvoir cubain a reconnu la nécessité de réformer sans accepter d'en tirer toutes les conséquences.

À partir des années 2010, des signaux existaient : expansion limitée du secteur privé, discours sur la modernisation économique, reconnaissance implicite des limites du modèle centralisé. Mais les réformes sont restées partielles, prudentes, bureaucratiquement encadrées et politiquement surveillées.

L'ouverture américaine avait pourtant créé une fenêtre rare. Les investisseurs observaient Cuba avec intérêt. Les voyages augmentaient. Les remises familiales se développaient. La diaspora redevenait un acteur économique central. Une partie de la population commençait à envisager une amélioration réelle de ses conditions de vie. C'était précisément le moment où une réforme plus profonde aurait pu réduire la vulnérabilité du pays.

Le pouvoir a préféré préserver le contrôle. Ce choix est compréhensible du point de vue d'un régime qui craint que l'ouverture économique ne produise des acteurs sociaux autonomes. Mais il a eu un coût élevé. Les réformes que Cuba pouvait engager en période de détente doivent désormais être menées sous pression, avec moins d'argent, moins de confiance et moins de temps.

Les mesures adoptées en juin 2026 vont plus loin que les ajustements précédents : ouverture à la propriété privée dans certains secteurs, transformation envisagée d'entreprises d'État, autonomie accrue des entreprises publiques, décentralisation de certaines décisions économiques, possibilité de banques privées et volonté affichée d'attirer des capitaux. Reuters et le Financial Times les ont présentées comme l'un des tournants économiques les plus importants depuis la révolution. Mais une réforme proclamée ne vaut pas réforme effective. Ce qui compte désormais, c'est le cadre juridique, l'accès au financement, la protection des investisseurs, le traitement de la diaspora, la réaction américaine et la capacité de l'État cubain à accepter une perte partielle de contrôle économique sans panique politique.

IV. Cuba face à une crise systémique

La crise cubaine n'est pas un simple accident économique. Elle touche les bases de la vie nationale : alimentation, énergie, santé, transport, monnaie, confiance sociale, émigration, capacité administrative et stabilité politique.

Le choc de la pandémie a été majeur, notamment pour le tourisme, source essentielle de devises. La reprise n'a pas suffi. Les pénuries se sont installées. Les coupures d'électricité ont miné la vie quotidienne. Les infrastructures vieillissantes ont accru la vulnérabilité de l'État. La réforme monétaire, nécessaire en théorie, a été conduite dans des conditions défavorables et a aggravé les déséquilibres.

L'énergie est devenue le point de fragilité le plus visible. Cuba dépend de flux extérieurs instables et d'une production nationale insuffisante ou de qualité médiocre. Lorsque l'électricité manque, ce n'est pas seulement l'économie qui ralentit. Ce sont les hôpitaux, les transports, les communications, la conservation des aliments, la production et la crédibilité de l'autorité publique qui sont touchés.

L'émigration est l'autre indicateur stratégique. Quand une part importante de la population part, le pays ne perd pas seulement des travailleurs. Il perd de la confiance dans son propre avenir. Les remises envoyées par la diaspora permettent à de nombreuses familles de tenir, mais elles introduisent une fracture sociale entre ceux qui disposent d'un soutien extérieur et ceux qui n'en ont pas.

Cuba tient encore. Mais elle tient de moins en moins par l'adhésion, et de plus en plus par l'épuisement, les réseaux de survie, la dépendance familiale et la crainte du chaos. Ce type de stabilité peut durer. Il peut aussi se rompre brutalement.

V. La coercition sans stratégie de sortie

Les sanctions américaines ont un effet concret. Elles découragent les investisseurs, compliquent l'accès au financement, rendent les transactions plus coûteuses, limitent l'approvisionnement énergétique et réduisent les marges du régime. Les sanctions secondaires renforcent encore cet effet, car elles visent aussi les acteurs tiers susceptibles de travailler avec l'île.

Mais une sanction n'est pas une stratégie par elle-même. Elle devient stratégique lorsqu'elle est reliée à un objectif précis, à une demande vérifiable et à une sortie crédible. Sinon, elle punit sans transformer.

Dans le cas cubain, le risque est évident. Si La Havane ne sait pas exactement quelles concessions entraîneraient quels allègements, la pression perd en lisibilité. Elle peut renforcer les réflexes de fermeture. Un pouvoir qui pense que toute concession mène à sa disparition peut préférer l'immobilisme, même coûteux, à l'ouverture.

« *La coercition dépend davantage de la menace de ce qui reste à venir que des dommages déjà infligés.* »
», Thomas Schelling, *Arms and Influence* (1966)

La formule éclaire le dossier cubain. La pression américaine existe. Ce qui paraît moins clair, c'est la part d'incitation, de séquençage et de diplomatie permettant de convertir cette pression en résultat politique.

Le danger est là : faire souffrir le régime, mais aussi la société, sans créer de chemin réaliste vers une transformation ordonnée.

VI. L'option militaire : le raccourci le plus risqué

L'hypothèse d'une action militaire américaine contre Cuba doit être examinée sans posture morale excessive, mais avec rigueur stratégique. Une frappe peut impressionner. Elle peut détruire. Elle peut envoyer un message. Elle ne garantit pas une transition.

Cuba ne présente pas une cible militaire dont la neutralisation provoquerait mécaniquement l'effondrement du système. Les infrastructures sont déjà fragiles. Les capacités militaires ne constituent pas le centre unique du pouvoir. L'État cubain n'est pas un dispositif qu'une frappe aérienne suffirait à débrancher.

Une occupation serait encore plus problématique. Elle obligerait les États-Unis à assurer l'ordre, reconstruire les services publics, relancer l'économie, prévenir les règlements de comptes, contrôler les frontières, éviter la criminalisation des actifs et produire une autorité politique légitime. L'expérience irakienne a montré qu'il est plus facile de faire tomber un régime que de reconstruire un État.

L'obstacle juridique serait également majeur. La Charte des Nations unies impose aux États de s'abstenir de « recourir à la menace ou à l'emploi de la force » contre l'intégrité territoriale ou l'indépendance politique d'un autre État. En dehors d'un fondement clair en droit international, une intervention serait donc difficilement défendable. Elle exposerait Washington à une contestation diplomatique sérieuse, y compris de la part d'États qui ne soutiennent pas nécessairement le régime cubain.

Le plus important reste peut-être la question nationale. Beaucoup de Cubains peuvent vouloir la fin du système actuel. Cela ne signifie pas qu'ils accepteraient durablement une transition perçue comme imposée par Washington. Le rejet d'un régime peut coexister avec l'attachement à la souveraineté.

La force peut ouvrir une brèche. Elle ne peut pas fabriquer seule un pacte national.

VII. Chine et Russie : un soutien limité

Cuba conserve une valeur pour les rivaux des États-Unis. Elle peut servir de point d'observation, de plateforme de renseignement, de symbole politique ou de moyen de pression dans l'environnement stratégique américain. Mais cette valeur ne doit pas être surestimée.

Pour la Chine, Cuba paraît moins prioritaire que d'autres espaces latino-américains liés aux ressources, aux infrastructures, aux ports, aux routes commerciales ou aux chaînes de valeur. Pékin

peut maintenir une présence, mais il est peu probable qu'il investisse massivement pour sauver un modèle cubain en crise.

Pour la Russie, la relation est plus ancienne et plus symbolique. Cuba rappelle à Washington que son propre voisinage peut aussi devenir un espace de rivalité. Mais Moscou est engagée sur des théâtres plus prioritaires et plus coûteux. Cuba peut être un levier de nuisance. Elle n'est pas le centre de la stratégie russe.

L'île compte donc dans la compétition internationale, mais elle n'en est pas le pivot. La crise cubaine est d'abord interne et régionale, même si elle s'inscrit dans un contexte de rivalités de puissance.

VIII. L'érosion du soutien latino-américain

Cuba a longtemps bénéficié d'un capital symbolique en Amérique latine. Pour une partie des gauches régionales, l'île incarnait la résistance à l'hégémonie américaine. Ce capital existe encore, mais il s'est réduit.

L'Amérique latine est aujourd'hui fragmentée. Les gouvernements sont absorbés par l'insécurité, la criminalité, les migrations, la crise sociale, la polarisation politique, la défiance envers les élites et les difficultés économiques. Cuba n'est plus un modèle. Pour beaucoup d'acteurs régionaux, La Havane a laissé passer sa chance de réforme lorsque l'environnement était moins hostile.

Cela ne signifie pas que la politique américaine soit acceptée. Les sanctions extraterritoriales, les menaces militaires et toute transition perçue comme imposée de l'extérieur restent fortement contestées dans la région. Mais peu d'États semblent prêts à payer un coût diplomatique élevé pour défendre Cuba.

Le Mexique, le Brésil et l'Espagne peuvent jouer un rôle utile, notamment comme médiateurs, facilitateurs ou garants d'une séquence de sortie. Mais l'environnement régional n'a plus la cohésion nécessaire pour protéger politiquement La Havane comme par le passé.

IX. Les leçons stratégiques de la crise

La crise cubaine dépasse Cuba. Elle montre d'abord que la coercition n'est efficace que si elle est reliée à une sortie. Une pression sans horizon politique peut affaiblir un régime, mais aussi désorganiser une société.

Elle rappelle ensuite que le changement de régime est rarement une fin en soi. La vraie question commence le lendemain : institutions, sécurité, justice, économie, légitimité, rôle de la diaspora, contrôle des actifs et prévention de la criminalisation. La chute d'un pouvoir est un événement. La reconstruction d'un ordre politique est un processus.

Elle souligne enfin la fragilité de la souveraineté asymétrique. Cuba est un petit État situé dans l'environnement immédiat d'une grande puissance. Cette proximité rend toute crise intérieure immédiatement stratégique. Mais elle rend aussi la souveraineté plus sensible. Une transition qui

apparaîtrait comme dictée de l'extérieur serait politiquement fragile, même si elle mettait fin à un système largement rejeté.

X. Les leçons cubaines pour l'Afrique

Le lien avec l'Afrique est indirect, mais réel. Cuba montre qu'un État peut conserver sa souveraineté juridique tout en perdant une partie de sa souveraineté fonctionnelle lorsque son économie, son énergie, sa monnaie, son financement et ses infrastructures deviennent vulnérables.

Pour plusieurs États africains, la leçon est claire : la souveraineté juridique ne produit pleinement ses effets que lorsqu'elle repose sur des capacités économiques, énergétiques, financières, administratives et sécuritaires robustes. Un État excessivement dépendant d'un partenaire, d'une ressource ou d'un circuit financier demeure vulnérable aux pressions extérieures.

La crise cubaine rappelle aussi que les sanctions extraterritoriales peuvent affecter des acteurs tiers. Les économies africaines, souvent insérées dans des relations multiples avec les États-Unis, la Chine, la Russie, l'Union européenne ou les pays du Golfe, doivent anticiper ce type de contraintes juridiques et financières.

Enfin, Cuba montre le risque d'une transition mal préparée. Lorsqu'un État affaibli s'ouvre sans cadre solide, les réseaux criminels, les capitaux prédateurs et les intérêts extérieurs peuvent occuper les espaces laissés vacants. Pour l'Afrique, l'enjeu est donc de penser les transitions économiques comme des processus de souveraineté, non comme de simples libéralisations.

XI. Les enseignements stratégiques pour le Maroc

L'impact direct de la crise cubaine sur le Maroc reste limité. Il serait excessif d'en faire un dossier central de politique étrangère marocaine. Mais les enseignements stratégiques sont utiles.

Le premier concerne la souveraineté fonctionnelle. Le Maroc a intérêt à continuer de renforcer ses capacités internes : énergie, logistique, industrie, agriculture, infrastructures numériques, sécurité maritime et diplomatie économique. La crise cubaine montre que la souveraineté devient fragile lorsque l'État ne maîtrise plus ses dépendances critiques.

Le deuxième concerne le droit comme instrument de puissance. Les sanctions extraterritoriales, les restrictions financières et les régimes de conformité internationale montrent que le droit n'est pas seulement un langage normatif. Il est un instrument de pression, de négociation et parfois de domination. Pour le Maroc, la maîtrise du lawfare, de la conformité et de la diplomatie juridique reste une ressource stratégique.

Le troisième concerne l'Atlantique. Cuba appartient à un espace atlantique élargi reliant Amériques, Europe, Caraïbes et Afrique de l'Ouest. La stratégie atlantique marocaine peut tirer profit de cette lecture large des flux : routes maritimes, sécurité portuaire, énergie, migrations, commerce, câbles numériques et stabilité des façades africaines.

Le quatrième concerne la diaspora. Dans le cas cubain, la diaspora joue un rôle économique vital, mais aussi politique et électoral. Le Maroc dispose d'une diaspora importante, dont la fonction stratégique est différente : elle peut renforcer l'investissement, l'influence, la diplomatie économique et le lien avec l'Europe. L'enjeu est de maintenir cette diaspora dans une logique de confiance institutionnelle, et non de polarisation.

CONCLUSION : Éviter le chaos, organiser la transition

Cuba est entrée dans une zone où chaque option comporte un coût. Le statu quo prolonge l'épuisement. La réforme menace les équilibres internes du régime. La pression américaine accroît les coûts, mais ne garantit pas une transition. L'action militaire pourrait accélérer la rupture sans construire l'après.

La voie la moins risquée n'est pas la plus spectaculaire. Elle passe par une séquence progressive : réformes économiques réelles, libérations ou gestes humanitaires, négociations discrètes, allègements conditionnels, protection minimale de la souveraineté cubaine et préparation d'un cadre de reconstruction. Cette approche ne promet pas une transition rapide. Elle vise plutôt à éviter une transition chaotique.

Pour Washington, l'enjeu est de transformer la pression en stratégie. Pour La Havane, il est d'admettre que le contrôle sans réforme conduit à l'effondrement lent. Pour les Cubains, l'enjeu est plus fondamental encore : récupérer une capacité d'avenir sans voir leur pays devenir le champ d'une revanche, d'une tutelle ou d'une captation économique.

La crise cubaine ne se résume donc pas à la fin possible d'un modèle. Elle pose une question plus difficile : comment reconstruire un ordre politique lorsque le passé ne tient plus, mais que l'avenir peut encore être confisqué ?

Bibliographie

Références indicatives, format APA

- Bustamante, M. J. (2026). Cuba on the brink: Where will the island's crisis end? Foreign Affairs.
- Bustamante, M. J., & Herrero, R. (2026). Cuba's only choice: A deal with Washington is the island's best hope. Foreign Affairs.
- Domínguez, J. I. (1978). Cuba: Order and Revolution. Harvard University Press.
- Feinberg, R. E. (2016). Open for Business: Building the New Cuban Economy. Brookings Institution Press.
- LeoGrande, W. M., & Kornbluh, P. (2014). Back Channel to Cuba: The Hidden History of Negotiations Between Washington and Havana. University of North Carolina Press.
- Mesa-Lago, C. (2013). Cuba Under Raúl Castro: Assessing the Reforms. Lynne Rienner Publishers.
- Schelling, T. C. (1966). Arms and Influence. Yale University Press.
- United Nations. (1945). Charter of the United Nations.
- United States Congress. (1996). Cuban Liberty and Democratic Solidarity Act of 1996, Public Law 104-114.
- Zúñiga, R. (2026). The day after in Cuba: What American military force can and cannot do. Foreign Affairs.